

# Beaucoup reste à faire

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4694 - Lundi 4 février 2019 - Prix : 10 DA

Une vie consacrée à la recherche de la vérité sur l'assassinat de son époux



**Mort de Josette, veuve de Maurice Audin**

Page 24

Venezuela

## Un pays, deux peuples

Page 2

### Le Venezuela au bord de la guerre civile

Par Mohamed Habili

**P**our toute réponse à la situation nouvelle engendrée par l'auto-proclamation de Juan Guaidó comme président du Venezuela, reconnu comme tel par les Etats-Unis, le groupe de Lima, et depuis hier probablement aussi par des Etats européens, le président Nicolas Maduro propose la tenue de législatives anticipées pour cette année. Cela suffirait-il à dépasser la crise ? Cela est pour le moins douteux. Forte du soutien des Etats-Unis, de celle des Etats voisins, comme de celle des principales capitales européennes, il est évident que l'opposition de droite emmenée par Juan Guaidó ne se contentera que de la démission de Nicolas Maduro. Pas même donc de l'organisation d'une élection présidentielle anticipée, comme l'exigent les Etats européens dont l'ultimatum a expiré dimanche dernier, et qui devaient annoncer leur reconnaissance du président autoproclamé. Il fut un temps où avoir contre soi le bloc occidental ne vous laissait aucune chance de survie. Ce n'est plus le cas depuis la crise syrienne. C'était encore vrai avec la crise libyenne. A cet égard, le monde a vite et beaucoup changé. Au Venezuela, les Occidentaux n'envoieront pas des troupes comme ils l'ont encore fait en Syrie, et qu'ils sont obligés maintenant de rappeler.

Suite en page 3

Banque d'Algérie

## De nouveaux billets de banque à la mi-février



PH/D. R.

Dans le cadre d'une opération de rafraîchissement de la monnaie, les nouvelles coupures de billets de banque de 500 et 1 000 DA et la pièce de 100 DA seront mises en circulation dans quinze jours. Lire page 2

Fortes chutes de neige et pluies dans les Hauts-Plateaux

### Routes coupées et cours suspendus

Page 3

Journées nationales de la chanson à Blida

### Un vibrant hommage rendu à Abderrahmane Aziz

Page 13

Banque d'Algérie

# De nouveaux billets de banque à la mi-février

■ Dans le cadre d'une opération de rafraîchissement de la monnaie, les nouvelles coupures de billets de banque de 500 et 1 000 DA et la pièce de 100 DA seront mises en circulation dans quinze jours.

Par Lynda Naili

Annoncées en novembre dernier par Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie, les nouvelles coupures de billets de banque et pièce de monnaie seront mises en circulation dans quinze jours. C'est en tout cas ce qu'a indiqué hier Lahbib Goubi, secrétaire général de l'institution financière nationale. La Banque d'Algérie va mettre en circulation de nouvelles coupures de billets de banque et pièce de monnaie à partir de la seconde quinzaine du mois de février en cours, et ce, dans le cadre d'une opération de rafraîchissement de monnaies, a indiqué hier matin à Alger Lahbib Goubi, secrétaire général de la Banque d'Algérie, lors d'une séance de présentation de ces nouvelles coupures de billets. Il s'agit, dira-t-il, de nouvelles coupures de billets de banque de 500 DA et de 1 000 dinars et de la pièce de monnaie de 100 dinars, qui circuleront concomitamment avec les autres billets de banque et pièces de monnaie actuellement en circulation et de même valeur faciale. Ces nouvelles coupures de billets de banque et pièce de monnaie portent la date symbolique du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

## Commission de la condition de la femme arabe Eddalia aujourd'hui au Caire

LA MINISTRE de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Ghania Eddalia, prendra part, aujourd'hui au Caire (Egypte), à la réunion régionale arabe préparatoire de la 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette participation intervient sur invitation du Secrétariat général de la Ligue arabe – Département de la femme, la famille et l'enfance –, en collaboration avec le bureau régional de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), et ce, parallèlement à la réunion préparatoire de la Commission de la condition de la femme du Groupe des Etats d'Afrique, devant se tenir du 3 au 6 février courant, ajoute-t-on de même source. La réunion permettra l'examen de la corrélation entre les questions d'équité entre les deux sexes, l'autonomisation de la femme, la garantie des systèmes de protection sociale, de l'infrastructure, ainsi que l'accès aux services publics, conclut le communiqué. L. I.



D'une dimension de 150 mm x 71,7 mm, le nouveau billet de 500 dinars a pour thème «L'Algérie à l'ère des technologies de l'information et de la communication» et porte l'effigie de l'Emir Abdelkader. Quant au

billet de banque de 1 000 dinars, sa dimension est de 160 mm x 71,7 mm, qui porte aussi l'effigie de l'Emir Abdelkader, a pour thème «Culture, tradition et modernité». Concernant la nouvelle pièce de monnaie métal-

lique de 100 dinars, elle est constituée d'une couronne extérieure en acier inoxydable, de couleur gris acier et d'un cœur en cupronickel serti à l'intérieur de cette couronne, de couleur jaune rosâtre. Son diamètre exté-

rieur est 29,50 mm alors que son épaisseur est de 2,30 mm. Cette pièce a pour motif principal le satellite de télécommunication algérien ALCOMSAT-1 survolant le globe terrestre qui fait apparaître le continent africain, l'Algérie étant en relief, ainsi qu'une partie de l'Europe, de l'Asie et, dans une moindre mesure, de l'Amérique du Sud. Notons, à ce propos, que les règlements de la Banque d'Algérie portant création de ces deux nouveaux billets de banque et de la nouvelle pièce de monnaie métallique de 100 dinars ont été publiés au *Journal officiel* n° 73 de l'année 2018. Pour rappel, en novembre dernier, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, avait expliqué qu'il s'agit d'une opération classique de rafraîchissement des monnaies déjà en circulation, certaines datant de plus de trois décennies. Dans ce sens, M. Loukal avait souligné avec insistance que «cette action ne constitue qu'une substitution progressive en matière de recyclage des billets en circulation de 500 dinars et de 1 000 dinars, à même valeur faciale». Il avait alors précisé que cette opération «ne peut être et ne doit pas être interprétée comme un changement de la monnaie nationale». L. N.

## Venezuela

### Un pays, deux peuples

Ce devait être la manifestation de tous les dangers. Ce fut une démonstration citoyenne massive. Il n'y a eu ni casse, ni provocation. Mais un mouvement déterminé à faire tomber, coûte que coûte, le régime. Il n'y avait pas que Caracas dans la rue. A San Cristobal, Juan Griego, Merida, San Juan de Los Morros, Barinas et tant d'autres, des milliers de manifestants sont descendus pour dire non à Maduro. Rassemblés à l'appel de Guaido, les partisans de l'opposition, portant des drapeaux du Venezuela, se sont réunis en cinq points de l'est de la capitale et ont commencé à marcher vers le siège de la représentation de l'Union européenne, dans le quartier de Las Mercedes. L'opposition veut envoyer «un message à l'Union européenne» pour remercier «tous ces pays qui, très bientôt, vont nous reconnaître», avait déclaré Juan Guaido, qui préside le Parlement, seule institution contrôlée par l'opposition. Celle-ci juge le second mandat de Maduro, entamé le 10 janvier, «illégitime car issu d'élections frauduleuses». Le choix de défiler samedi n'est pas anodin : c'est le jour anniversaire des 20 ans de la «révolution bolivarienne», du nom du héros de l'indépendance Simon Bolivar, qui

marque l'investiture, le 2 février 1999, du président socialiste Hugo Chavez, décédé en 2013 et dont se réclame Nicolas Maduro. De leur côté, des milliers de partisans de Maduro étaient rassemblés au son de la salsa sur l'avenue Bolivar, dans le centre-ville, pour célébrer cet anniversaire. Devant une estrade, quelques-uns esquissaient des pas de danse, selon des images de la télévision. «*Griego hors de ma patrie*», pouvait-on lire sur le panneau d'un des manifestants. Quelques heures avant le début de ces manifestations, un général de division de l'Armée de l'air a annoncé faire allégeance à Guaido, alors que Maduro compte sur le soutien déterminant des forces armées pour «sauvegarder la souveraineté nationale». Six pays européens, Espagne, France, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Portugal, ont donné un ultimatum à Nicolas Maduro pour convoquer des élections, faute de quoi ils reconnaîtront son adversaire, Juan Guaido, comme l'a déjà fait Washington. Face à une telle pression, le président Maduro s'est dit «prêt à s'asseoir à la table des négociations avec l'opposition, pour le bien du Venezuela, pour la paix et son avenir», se disant prêt à discuter avec le président améri-

cain, Donald Trump, «personnellement, en public, aux Etats-Unis, au Venezuela, où il voudra, quel que soit le programme».

### Le président Maduro pour des législatives anticipées cette année

Le président vénézuélien Nicolas Maduro s'est déclaré favorable à la tenue d'élections législatives anticipées dans le courant de cette année, alors qu'elles sont prévues en 2020. L'Assemblée constituante appelle à «des élections législatives anticipées cette année (...) Je suis d'accord et je m'engage en faveur de cette décision», a déclaré Nicolas Maduro devant des milliers de partisans rassemblés à Caracas. Le Parlement est justement la seule institution contrôlée par l'opposition. Le mandat actuel des députés, élus fin 2015, va de janvier 2016 à janvier 2021. Les prochaines élections législatives doivent normalement avoir lieu fin 2020.

### La Havane appelle à «la mobilisation pour défendre le Venezuela»

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a appelé à «la mobilisation

pour défendre le Venezuela» et «mettre fin à l'intervention impérialiste en Amérique latine», rapportent hier des médias locaux. «Le gouvernement américain, le véritable cerveau derrière le coup d'Etat contre le Venezuela, menace de lancer une agression militaire contre sa nation sœur. Il impose une pression sur l'Europe afin qu'elle devienne sa complice», a tweeté M. Rodriguez. «Mobilisons-nous tous afin de mettre fin à l'intervention impérialiste en Amérique latine», a-t-il ajouté. Le ministre cubain des Affaires étrangères a également remis en cause le vice-président américain Mike Pence pour n'avoir pas mentionné à Miami «les précédentes réunions de ses responsables avec Juan Guaido et son propre appel téléphonique» à celui qui s'est auto-proclamé «président par intérim» du Venezuela. Vendredi, M. Pence a participé à une table ronde sur la crise vénézuélienne à Doral, une ville du comté de Miami-Dade dans l'Etat de Floride. M. Rodriguez a exprimé à plusieurs reprises le rejet par Cuba «des actions d'interférence à l'encontre de Caracas», et confirmé «la solidarité de La Havane avec le peuple vénézuélien et le président Nicolas Maduro». Meriem Benchaouia



Plan national anti-cancer 2015-2019

## Beaucoup reste à faire

■ Alors que les objectifs du plan national anti-cancer 2015-2019 sont à hauteur de 70%, la prise en charge de malades reste à déplorer, avec des pannes récurrentes du matériel, pénurie de médicaments, manque de spécialistes, soins onéreux...



Par Louiza Ait Ramdane

En dépit des acquis dans le traitement du cancer, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre tous les objectifs tracés dans le cadre du plan anti-cancer décidé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Cet état de fait est même reconnu par le premier responsable du secteur, Mokhtar Hasbellaoui. Si le problème de la disponibilité des appareils de radiothérapie est en phase d'être réglé, grâce à l'ouverture de plusieurs centres spécialisés, publics et privés, l'accès aux soins reste, cependant, encore loin d'être à la portée de tous.

Les pouvoirs publics ont pensé que la construction des CAC (centre anti-cancer), allait

régler la situation dramatique des cancéreux. En théorie, l'objectif de la réalisation de ces centres étant de généraliser la radiothérapie et d'éviter aux patients de se déplacer vers les grands centres du pays, mais en réalité, ces CAC manquent de moyens et de spécialistes. Ces centres même s'ils assurent la radiothérapie, tous les autres traitements connus contre le cancer, comme la chimiothérapie sont indisponibles.

Concernant les médicaments pour cancéreux, des pénuries de médicaments pour cancéreux reviennent cycliquement. Les cancéreux et les associations lancent à chaque occasion des cris d'alarme, pointant la pénurie des médicaments anticancéreux dans les hôpitaux et les officines. Les responsables évo-

quent des tensions, en raison de «problèmes de gestion» de la PCH. Un problème qui persiste encore, bien que le cancéreux n'a pas le temps d'attendre. Selon le P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni, chargé de la coordination, du suivi et de l'évaluation du Plan national anti-cancer 2015-2019, le taux d'avancement de ce plan et la réalisation de ses objectifs a atteint 70%. L'avancement enregistré par le plan anti-cancer a été rendu possible, grâce à la mobilisation totale des professionnels de la santé dans la lutte contre le cancer. Ces professionnels veillent à la mise en œuvre et au suivi du plan en dépit de «certaines entraves bureaucratiques», avait estimé le P<sup>r</sup> Messaoud Zitouni, qui précise que «la réalisation totale de ce plan sera effective à l'horizon

2020». Les objectifs de ce plan consistent essentiellement dans la revitalisation de traitement en matière d'inter-disciplinaire, l'organisation de l'orientation, l'orientation et le suivi du patient, le développement de la communication sur le cancer et le renforcement de la capacité de recherche et le financement pour le traitement du cancer. Il est également question de l'installation d'une commission sur le dépistage de tous les cancers, notamment le cancer du sein qui est le plus fréquent chez la femme. A cela s'ajoute le lancement de la formation des médecins généralistes eu égard à leur rôle majeur dans la prise en charge médicale de proximité, notamment pour le diagnostic du cancer, ce qui augmente les chances de guérison. L. A. R.

## Fortes chutes de neige et pluies dans les Hauts-Plateaux Routes coupées et cours suspendus

Suite aux intempéries enregistrées les dernières 72 heures dans différentes wilayas du pays, plusieurs routes ont été coupées à la circulation et des cours ont été suspendus provisoirement dans certaines régions des Hauts-Plateaux en raison de l'absence de moyens de transport.

La circulation automobile est très difficile sur des tronçons routiers de plusieurs wilayas du pays. En effet, comme attendu, les fortes chutes de neige qui ont affecté les régions des Hauts-Plateaux et d'autres wilayas du pays ont bloqué le trafic routier rendant ainsi la circulation et le déplacement d'une destination à une autre très difficile, voire impossible. Les fortes chutes de pluies ont elles aussi affecté des commerces, habitations et des classes d'écoles qui ont été inondées. En raison de l'absen-

ce de moyens de transport dans certaines régions des Hauts-Plateaux et coupures des routes en raison des fortes chutes de neige, les cours ont même été suspendus provisoirement. C'est le cas à Médéa où la circulation automobile était très difficile hier à travers plusieurs tronçons routiers de la wilaya, notamment les axes Berrouaghia-Benchicao, Benchicao-Médéa, sur la RN N 1, Ain-Boucif et Chellalet-El-Adhaoura, CW94, Ouled Antar Derrag et Boghar-Ouled Antar RN60, suite aux fortes chutes de neige enregistrées sur la région, indique la Protection civile. L'accumulation de la neige sur la chaussée, qui a atteint à certains endroits, plus de 5 cm, a provoqué un ralentissement du trafic automobile dans de nombreux axes routiers de la wilaya où des bouchons ont commencé à se

former au niveau de ces tronçons, nécessitant l'intervention des équipes de déneigement de la direction des travaux publics, appuyés par des éléments de la Protection civile pour maintenir ouverts à la circulation ces axes, a indiqué le lieutenant Karim Benfahsi. «Le flux important de véhicules a compliqué le travail des équipes de déneigement qui ont éprouvé d'énormes difficultés à intervenir sur les axes recouverts de neige», a ajouté l'officier. Il a précisé qu'un dispositif a été installé, dans les endroits qui connaissent d'habitude des difficultés de circulation, le cas notamment des cols de Benchicao et El-Fernane, à l'entrée de la ville de Berrouaghia, à Beni-Attehl, au nord de Médéa, afin de «porter secours» aux automobilistes qui risquent d'être bloqués par la neige. Ces

chutes de neige ont également engendré des perturbations des moyens de transport, en particulier le transport universitaire où aucune desserte n'a été assurée vers les différents instituts ou facultés de la région, a-t-on appris auprès du rectorat de l'université Yahia-Fares de Médéa. La même source a souligné qu'une suspension provisoire des cours a été observée hier à travers la majorité des structures d'enseignement supérieur de la wilaya, faute de moyens de transport. Pour rappel, les intempéries enregistrées récemment dans la wilaya d'Annaba, avaient causé de vastes inondations des habitations, des commerces et des établissements éducatifs. Plusieurs routes ont été coupées à la circulation. Pas moins de 312 familles habitant la cité Boukhedra, dans la commune

### LA QUESTION DU JOUR

## Le Venezuela au bord de la guerre civile

Suite de la page une

Mais ils peuvent former des groupes de Contras dans les pays voisins du Venezuela, puis leur faire passer la frontière. Ils peuvent aussi y fomenter directement une guerre civile, encore que ce ne soit pas là l'intention de Juan Guaidó et de ses partisans, si tant est qu'ils aient voix au chapitre dans ce genre de questions. L'opposition vénézuélienne n'inscrit pas ses revendications dans le cadre institutionnel existant. Tout ce que Maduro est en droit d'attendre d'elle, c'est qu'elle l'amnistie s'il accepte de lui remettre pacifiquement le pouvoir. Cela veut dire qu'elle se place délibérément et complètement sur le terrain de l'illégalité. Ce n'est pas le cas du camp opposé dont la proposition, celle d'organiser des législatives anticipées, est conforme à la loi. Le pouvoir vénézuélien a réagi à l'auto-proclamation de Guaidó, en quelque sorte au comble de l'illégalité, en lui interdisant de quitter le territoire national et en gelant ses avoirs. Il ne l'a pas mis en état d'arrestation, ce qui est difficilement compréhensible. S'il n'avait été reconnu par aucun pays, passe encore. Pourquoi s'assurer de la personne de quelqu'un dont personne ne se soucie? Mais Guaidó est un président reconnu par un certain nombre de pays, pour certains non des moindres, qui ne va pas s'arrêter là, qui va agir, prendre des initiatives en violation de la loi vénézuélienne. De son point de vue, et de ceux qui le soutiennent, il y a urgence humanitaire au Venezuela. Le leur faut donc agir, ne pas se contenter de ce qui a été déjà fait par eux. Bref, de deux choses l'une : ou bien le pouvoir leur est cédé, et alors ils pourront se montrer magnanimes envers ses détenteurs actuels, en prononçant l'amnistie pour leurs «crimes», ou bien non, et dans ces conditions ils feront pire que ce qu'ils ont déjà fait, ils poursuivront sur leur lancée, toujours en coordination avec la CIA. Autant dire donc qu'on voit mal comment le Venezuela pourrait éviter la guerre civile. Guaidó a écarté cette éventualité, expliquant que pour faire une guerre civile, il faut être deux camps, or il n'en voit qu'un seul, et il est de son côté. Mais qu'en est-il de Maduro ? L'écarte-t-il lui aussi ? Il serait perdu si tel était le cas. M. H.

d'El Bouni (Annaba), encerclées par les eaux à la suite des inondations, ont été évacuées temporairement vers les établissements scolaires et une mosquée de la région en attendant la prise en charge définitive de leur situation.

Thinhinene Khouchi

Des initiatives pour une gestion optimale des déchets

# Oran, locomotive de la dynamique environnementale

■ La dynamique environnementale pour une gestion optimale et intégrée des déchets enclenchée à Oran se veut être un exemple à suivre dans une wilaya où les initiatives se multiplient dans ce domaine pour améliorer le cadre de vie du citoyen.

Par Hocine B.

L'expérience de la valorisation des déchets demeure récente à Oran, puisque c'est en 2017 que les premières directives ont été prises avec la dotation des 26 communes de la wilaya de presse-à-balles et la création de petits centres de tri sélectif de proximité. Grâce à ces centres de tri, la récupération du carton a connu, depuis le début de l'année 2018, un véritable boom, avec un taux de croissance de plus de 632% par rapport à l'année d'avant, a indiqué le chef de la valorisation des déchets à l'EPIC CET Oran, Amina Moghrabi. «Aujourd'hui, ces solutions adaptées ont prouvé leur efficacité», a déclaré pour sa part la responsable de l'EPIC CET Oran Hassi Bounif, Dalila Chellal. Ces solutions sont intervenues suite aux difficultés rencontrées après l'installation, au niveau du CET Hassi Bounif, d'une station-pilote d'une capacité de traitement d'une tonne et l'acquisition d'un autre équipement plus grand doté d'une capacité de 100 tonnes. Ces derniers s'étant révélés non adaptés aux déchets qu'ils devaient traiter. En effet, l'équipement de traitement de 100 tonnes acquis pour 200 millions DA ne peut traiter que les déchets secs. Or, les ordures ménagères acheminées vers le CET ne le sont pas. «Nos poubelles sont humides où se mêlent les déchets organiques et valorisables», a expliqué M<sup>me</sup> Chellal. Ces difficultés ont poussé les responsables locaux, à leur tête le wali, Mouloud Chérifi, à réfléchir sur des solutions plus adaptées, en l'occurrence les mini-centres de tri, au lieu d'importer des équipements clé en main, coûteux et peu efficaces. Collecter pour traiter. La difficulté de récupérer les déchets recyclables ménagers, faute de l'implication des citoyens et des communes, par rapport au tri à la source, a par ailleurs poussé l'EPIC CET Oran à chercher

d'autres solutions. Sa directrice s'est tournée vers les établissements spécialisés pour récupérer leurs déchets recyclables. Des conventions ont été ainsi signées avec les trois zones industrielles de la wilaya (Hassi Ameur, Es-Senia et Arzew), les deux ports d'Arzew et d'Oran, les 46 établissements scolaires, l'université Oran 2, l'Institut des langues étrangères, six résidences universitaires, 16 cités militaires et autres. Ces conventions ont été fructueuses. Les quantités des matières recyclables d'une qualité optimale sont importantes, ce qui a permis à l'EPIC d'engranger un double gain. Le premier est financier, par la vente des déchets valorisables aux enchères.

Le second est stratégique, car la réduction du volume des déchets à enfouir prolonge la durée de vie des casiers d'enfouissement dans les CET. Néanmoins l'implication des collectivités locales demeure «insuffisante» au regard de l'Agence nationale des déchets (AND), dont le rôle est d'apporter un soutien continu à ces dernières pour promouvoir la prise de conscience pour une gestion optimale des déchets et de partager les bonnes pratiques afin d'opérationnaliser la Stratégie nationale pour la gestion intégrée des déchets (SNGID) à l'horizon 2035.

Dans cette optique, l'AND, sous la supervision du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, et en collaboration avec la wilaya d'Oran, a organisé jeudi dernier une journée d'étude sur la gestion intégrée des déchets avec l'objectif principal de présenter l'agence et ses visées. Des interventions de plusieurs directions de l'agence ont permis de présenter le schéma directeur considéré comme le point de départ de la gestion intégrée des déchets ainsi que les méthodes de fonctionnement et de suivi des installations de traitement des déchets.

REGIONS OF CLIMATE ACTION | Wilaya d'Oran | Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

**Agiissons différemment !**  
**Trions nos déchets maintenant !**

**2 bacs pour le tri sélectif**

**Dans les bacs Gris à couvercle Jaune**

Mettre les déchets secs recyclables:  
Plastique, Papier, Carton, Verre, Aluminium et Métaux.

Elles ont aussi permis de mettre en lumière le rôle de la communication et la sensibilisation dans la prise de conscience de tous les acteurs du domaine de la gestion des déchets et le renforcement du rôle du mouvement associatif dans ce domaine. Cette journée a été l'occasion de présenter la méthodologie de l'Agence pour améliorer le recouvrement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), qui s'avère être d'une grande importance pour garantir la pérennité du service public et l'améliorer pour assurer le financement de toute la chaîne de gestion des déchets afin d'améliorer le cadre de vie du citoyen. Expérience oranaise intéressante. Les spécialistes du secteur estiment que l'expérience

oranaise du tri sélectif et de la valorisation des déchets est intéressante, car elle permet de mettre le doigt sur les problèmes et de réfléchir à des solutions idoines. Pour le directeur de l'Agence nationale des déchets, Karim Ouamane, l'expérience de la ville d'Oran, notamment celle des centres de tri de proximité, est appelée à être étendue dans d'autres villes. «Oran figure parmi les villes où une véritable dynamique autour de la valorisation des déchets a été enclenchée», a-t-il souligné. Pour leur part, les responsables de «R20 Med», une ONG écologique basée à Oran et à l'origine des premières initiatives du tri sélectif dans la wilaya datant de trois ans, à savoir le programme pour trier les déchets

ménagers à la source au niveau de trois sites de la wilaya : Akid Lotfi, AADL Pépinière et cité 1<sup>er</sup> Novembre Haï Sabah, ont préconisé l'ouverture du dialogue avec tous les concernés et l'adoption de mesures adaptées au contexte national, selon la directrice de l'EPIC CET. Les responsables de l'ONG continuent à mettre en place des projets pour la sensibilisation de la population sur les objectifs de cette démarche environnementale, à l'instar du projet «Education citoyenne au tri sélectif à la source des déchets ménagers» ainsi que le projet «Khadra : Femmes, actrices incontournables dans le développement de l'économie verte», qui s'étale entre 2017 et 2019.

H. B./APS

Peste ovine et caprine

## Trois quotas supplémentaires de vaccin en février et mars

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a annoncé, samedi soir à Sidi Bel-Abbès, la réception de trois quotas supplémentaires du vaccin contre la peste des petits ruminants en février et mars prochain, s'ajoutant à un quota de 5 millions de doses distribuées vendredi à toutes les wilayas touchées par cette zoonose. En présidant le lancement officiel de la campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants dans la commune de Tabia, M. Bouazgui a souligné qu'en plus

du quota de 5 millions de doses de vaccins distribuées aux différentes wilayas touchées, à l'instar de Djelfa, Tiaret, Laghouat, Tébessa, El Bayadh et Naâma, il est prévu la réception de 8 millions de doses en février courant en plus de 10 millions fractionnées en 7 et 3 millions de doses prévues en février et mars. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a reçu 100 000 doses de ce vaccin, a indiqué le ministre, soulignant que grâce au premier quota de vaccin estimé à 1,4 million doses contre la peste des petits ruminants et les mesures préventives

dont la fermeture des marchés de bestiaux, le nettoyage des étables et l'isolement des bêtes affectées, cette maladie a été maîtrisée et sa propagation éparignée. Au passage, il a salué les efforts des autorités locales, des services agricoles et des inspections vétérinaires qui ont supervisé le bon déroulement de l'opération de vaccination.

Abdelkader Bouazgui a visité dans la commune de Tabia une pépinière privée et une exploitation agricole de production de fruits relevant de la société algérienne du Metidja, avant d'inspecter dans la commu-

ne de Tenira une exploitation agricole d'arboriculture fruitière, où il a valorisé les efforts déployés et les techniques sophistiquées adoptées en cette culture qui permet de fournir une production importante de fruits de qualité. Le ministre a achevé sa visite en inspectant le complexe de matériel agricole «SAMPO-CMA» au chef-lieu de wilaya, qui fabrique des moissonneuses-batteuses avec un taux d'intégration de plus de 75% et qui prévoit, au titre de son programme de l'exercice 2019, d'exporter 10 moissonneuses-batteuses au Niger, Soudan,

Tunisie et Mauritanie, selon les explications fournies. Pour rappel, le ministre a présidé, au début de sa visite d'inspection à la wilaya de Sidi Bel-Abbès, l'ouverture de la «journée nationale sur les légumineuses alimentaires» au siège de la wilaya, en présence des représentants du Conseil interprofessionnel de la filière des légumineuses et des agriculteurs locaux. Il a pris connaissance, à l'occasion, de préoccupations des agriculteurs relatives à la disponibilité des ressources en eau et du machinisme moderne.

Tarek G.



ANDI

# Plus de 4 100 projets d'investissements enregistrés en 2018

■ Le total des investissements enregistrés en 2018 auprès de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) s'est établi à 4 125 projets pour un montant de 1 676 milliards de DA, a indiqué le directeur général de cette agence, Abdelkrim Mansouri, dans un entretien accordé à l'APS.

Par Amel B.

« Ces projets, qui se concentrent principalement dans le secteur industriel, prévoient la création de 143 320 emplois. S'agissant des investissements impliquant des étrangers, ils sont d'un montant de 146 milliards de DA et sont concentrés principalement dans l'industrie », précise le même responsable.

## Les projets industriels en hausse

Par secteur d'activité, les parts du secteur de l'industrie, par rapport à 2017, ont enregistré une progression relative : ils représentent 56% du nombre total des projets enregistrés en 2018 (contre 51% en 2017), 62% en termes de valeur (contre 58%) et 64% en termes d'emplois (contre 62%). Selon M. Mansouri, 2 293 projets industriels ont ainsi été enregistrés pour un montant de 1 039 milliards de DA et prévoyant la création 92 211 emplois. Sur ces 2 293 projets industriels, il est prévu la création nouvelle de 1 619 unités industrielles devant être opérationnelles dans



diverses filières. Les filières industrielles prédominantes sont les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (296 milliards de DA pour 420 projets), les industries agroalimentaires (241 milliards de DA pour 575 projets), chimie-caoutchouc-plastique (233 milliards de DA pour 577 projets), bois-papiers (118 milliards de DA pour 316 projets) et matériaux de construction (109 milliards de DA pour 209 projets), précise-t-il. Concernant le secteur du tourisme, le montant des investissements est de 310 milliards de DA (19% du montant global des investissements) pour 299 projets et prévoyant la création de 17 407 emplois (12% de la totalité). Sur ces 299 projets touristiques enregistrés, il est prévu des créations nouvelles au nombre de 247 projets dans divers segments d'activités concentrés essentiellement dans l'hôtellerie, prévoyant la création de 124 établissements hôteliers de divers standing pour plus 39 000 lits et 24 complexes touristiques. Quant au secteur de

l'agriculture, il a enregistré 226 projets (en hausse de 21% par rapport à 2017) pour un montant de 83 milliards de DA (en hausse de 84%) avec une création d'emplois prévus de 9 292 postes (en hausse de 104%). « Il importe de souligner la dynamique entrepreneuriale enclenchée dans le secteur agricole et dont les résultats sont nettement perceptibles à travers le nombre de projets enregistrés de type créations nouvelles, au cours de l'année 2018, et qui s'élève à 173 projets sur les 226 projets », observe le directeur général de l'ANDI. Les projets concernent notamment les activités d'accoupage et engraissement de volailles, les travaux agricoles et traitement phytosanitaires, l'aquaculture et pêche (élevage en cages flottantes et bassins, du poisson à l'état frais, notamment le loup de mer, les dorades royales, les moules et les huîtres, acquisition de navires spécialisés pour la pêche au thon et au poisson bleu et blanc et de crustacés), et l'engraissement industriel de bovins et ovins (création de fermes pour l'engraissement des

bovins et ovins ainsi que l'élevage pour la production de lait ou l'abattage...). Pour le secteur de la santé, l'ANDI a enregistré 122 projets pour un montant de 55 milliards de DA et prévoyant la création de 4 601 emplois. Sur ces 122 projets enregistrés au cours de l'année 2018, il est prévu des créations nouvelles au nombre de 75 projets dans divers domaines (cliniques et centres de soins spécialisés, création d'établissements de santé de type ambulatoire, et de soins à domicile...). Pour les autres secteurs, le secteur du BTPH a enregistré 927 projets pour un montant de 122 milliards de DA avec la création de 12 300 emplois. Quant au secteur des services, il a enregistré 255 projets pour un montant de 66 milliards de DA et la création de 7 377 emplois. A ce propos, M. Mansouri observe que ce sont les secteurs prioritaires, qui revêtent une importance particulière pour l'économie nationale (agriculture, industrie et tourisme essentiellement), qui attirent le plus d'investissements : « Cela signifie que les promoteurs de

projets vont aujourd'hui dans le sens des orientations de l'Etat en matière d'investissement », soutient-il. Qui plus est, poursuit-il, les dispositions prises par le gouvernement portant suspension de l'importation de certains produits ont incité un certain nombre d'importateurs à s'orienter de plus en plus vers la production et l'investissement.

## Investissements impliquant des étrangers

Concernant les projets d'investissements enregistrés dans le cadre de partenariats entre opérateurs nationaux et étrangers, ils sont d'un montant de 146 milliards de DA (9% du montant total des investissements enregistrés) pour 20 projets enregistrés, prévoyant la création de 9 654 postes de travail (7% de la totalité), fait savoir M. Mansouri. Selon lui, ces investissements ont été sélectionnés et encouragés par l'Etat « compte tenu de leur cohérence et harmonie avec la politique de développement décidée par les autorités publiques ». Ces investissements sont concentrés principalement dans l'industrie à hauteur de 90% du nombre total de projets, soit 18 projets, 89% de leur valeur globale, soit 130 milliards de DA, et 75% du nombre d'emplois, soit 7 194 postes de travail. Il s'agit des filières des industries, respectivement, de sidérurgie-mécanique-métallique-électrique (6 projets), de chimie-caoutchouc-plastique (4 projets), des matériaux de construction-céramique-verre (3 projets), des industries agroalimentaires (3 projets) et du boisière-papier (2 projets). Les projets d'investissement impliquant des étrangers (12 nationalités) sont majoritairement en provenance des grands ensembles régionaux d'Europe et des pays arabes. Commentant le bilan global des investissements enregistrés en 2018, M. Mansouri relève que l'année 2018 a connu un certain nombre de mesures et de dispositions fiscales et parafiscales avantageuses prises par le gouvernement afin d'aider l'investissement au niveau de toutes les régions du pays. En outre, fait-il valoir, le gouvernement a pris des mesures d'ordre institutionnel à travers le redéploiement de l'ANDI au niveau des wilayas déléguées du sud à travers dix (10) bureaux locaux : « Si l'année 2018 a été celle de la création des bureaux de l'ANDI au niveau des wilayas déléguées du Sud, l'année 2019 sera celle de la promotion de l'investissement dans ces wilayas ». Dans ce cadre, l'ANDI lancera durant l'année en cours des campagnes d'information et de sensibilisation à destination des investisseurs pour encourager ceux qui veulent investir dans ces régions.

A. B./APS

## Grande-Bretagne

### Theresa May déterminée à mettre en œuvre le Brexit

La Première ministre britannique Theresa May reste « déterminée » à mettre en œuvre le Brexit à la date prévue du 29 mars et à obtenir des concessions de Bruxelles sur l'accord de divorce, malgré le refus de Bruxelles de le renégocier. « Je suis déterminée à mettre en œuvre le Brexit, et déterminée à le mettre en œuvre dans les temps - le 29 mars 2019 », a écrit la dirigeante conservatrice dans une tribune publiée dimanche par « The Sunday Telegraph ». Elle a ainsi écarté la possibilité d'un report du Brexit, comme l'ont suggéré plusieurs responsables politiques ces derniers jours, dont le ministre des Affaires étrangères Jeremy Hunt, afin de permettre l'adoption de la législation nécessaire avant son exécution. M<sup>me</sup> May a également dit vouloir trouver une « solution pragmatique » sur le Brexit qui soit susceptible de rallier une majorité au Parlement après le rejet mi-jan-

vier à la Chambre des communes, à une écrasante majorité, de l'accord de divorce conclu en novembre avec l'Union européenne. Mardi, les députés ont adopté un amendement déposé par le conservateur Graham Brady et soutenu par le gouvernement, demandant des « arrangements alternatifs » aux dispositions relatives au controversé « filet de sécurité » (ou « backstop ») visant à éviter le retour d'une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Après ce vote, Theresa May a dit vouloir rouvrir les négociations avec l'UE, même si les Européens lui ont jusqu'ici adressé un refus ferme. « Quand je retournerai à Bruxelles, je me battrais pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, je serai armée d'un nouveau mandat, d'idées nouvelles et d'une détermination renouvelée pour convenir d'une solution pragmatique qui

mette en œuvre le Brexit », a-t-elle déclaré dans un article de presse. « C'est ce que le Parlement m'a chargée de faire », a-t-elle ajouté. Downing Street a par ailleurs démenti dimanche des informations de presse selon lesquelles le gouvernement prévoyait d'organiser des élections anticipées le 6 juin, alors que le Parti travailliste apparaît en position de faiblesse. Selon un sondage publié par l'hebdomadaire de gauche « The Observer » et réalisé auprès plus de 2 000 personnes, le Labour recueillait fin janvier-début février 34% d'intentions de vote, devancé de sept points par les conservateurs (41%). Il précise que des députés travaillistes envisagent de créer un nouveau parti, déçu notamment de la gestion du Brexit par Jeremy Corbyn.

T. Y./R. E.

## Ouargla

## Plus de 45 000 quintaux de maïs ensilés



■ Plus de 45 000 quintaux de maïs ont été ensilés à travers la wilaya de Ouargla, au terme de la campagne de récolte qui s'est achevée en janvier dernier, a-t-on appris de la Direction des services agricoles.

Par Halim Y.

Une superficie agricole de 130 hectares a été consacrée cette année à la maïsiculture sous pivot au niveau d'une exploitation du périmètre de N'goussa (20 km au nord de Ouargla), qui constitue un modèle «réussi» dans ce type de cultures développé en alterné avec la culture du blé qui est lui moissonné en début de juillet, a-t-on précisé.

La première expérience de maïsiculture avait été menée dans la commune de Hassi Benabdallah à l'intérieur de palmeraies avant d'être reprise dans d'autres régions, notamment celle de N'goussa

et Remtha (près de Ouargla) et Gassi-Touil (Hassi-Messaoud), dans le cadre de l'intensification des cultures stratégiques, fait savoir la source.

Une production globale de 135 000 quintaux de maïs d'ensilage destiné à l'alimentation de bétail, a été enregistrée l'année dernière sur une superficie de 100 ha sous pivot au niveau d'une exploitation agricole de Gassi-Touil.

Les services de la DSA de Ouargla ont mis en place, au vu de l'importance de la maïsiculture pour l'alimentation de bétail, une stratégie s'articulant sur l'encouragement de l'investissement et l'attribution de terres dans le cadre de la concession agricole.

La wilaya de Ouargla a connu ces dernières années une «avancée» dans la production céréalière, notamment le blé (dur et tendre) et l'orge ainsi que les cultures fourragères (luzerne), selon les services agricoles qui font état de 47 exploitants agricoles activant dans la céréali-culture irriguée sous pivot.

La DSA ambitionne, pour les prochaines années, d'accroître les capacités de production agricole, notamment la céréali-culture, confortée dans ses potentialités naturelles de la région, dont l'abondance des eaux souterraines et l'étendue des superficies arables, susceptibles d'en faire un pôle agricole.

H. Y./APS

## Oran/ Salon international SIAHA 2019

## Un pavillon spécial Omra pour les agences spécialisées

La 10<sup>e</sup> édition du Salon SIAHA, prévu du 21 au 24 février courant à Oran, sera marquée par la mise en place d'un pavillon «Omra» dédié aux agences nationales et internationales spécialisées versées dans ce créneau, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Organisé par «Astra communication» sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et placée sous le thème du «Développement et de la durabilité», le salon SIAHA s'organise dans un contexte où le secteur du tourisme et de l'hôtellerie connaît un essor notable dans la wilaya d'Oran qui se prépare à abriter les jeux méditerranéens 2021, un événement sportif et touristique en même temps.

Le salon sera composé de deux pavillons: le premier dédié au tourisme, aux voyages et au transport. Il permettra de mettre en avant les potentialités de la région de l'Ouest, et en

particulier des villes d'Oran, Tlemcen, Mostaganem, Ain Témouchent entre autres, auprès des professionnels du tourisme.

Il permettra également de promouvoir la destination Algérie à travers des visites guidées à travers Oran et dans les villes avoisinantes, a-t-on expliqué.

Le deuxième pavillon, ont précisé les organisateurs, sera consacré aux équipements, aux services et aux matériels pour hôtels et restauration. Il sera une occasion pour les professionnels de faire découvrir les nouvelles collections, les dernières créations en matière d'équipements de chambres d'hôtels, de la restauration, des grandes cuisines et autres aspects liés à ce domaine.

Le but étant de répondre à une demande de plus en plus croissante exprimée par les investisseurs de plus d'une centaine de projets hôteliers en cours de réalisation dans la ville d'Oran, devenue nouveau pôle d'invest-

tissement et de développement hôtelier et touristique. Plusieurs nouveautés consacreront cette 10<sup>e</sup> édition du salon SIAHA, un pavillon «Omra» sera spécialement aménagé pour les agences spécialisées nationales et internationales, ainsi qu'un espace de formation pour les voyageurs en matière de maîtrise des différents logiciels et applications informatiques.

Un concours culinaire pour promouvoir la gastronomie algérienne et des équipements d'hôtellerie et de restauration est prévu par les organisateurs. Il sera animé par des chefs cuisiniers et des pâtisseries nationaux et étrangers.

Des conférences, des démonstrations, des présentations de produits, des rencontres B to B ainsi qu'un grand show culinaire figurent au programme de cette manifestation.

Adel Y.

## Oran

## Création de clubs d'astronomie dans les établissements scolaires

Des clubs d'astronomie ont été créés récemment et pour la première fois dans des établissements scolaires d'Oran à l'initiative de l'association d'astronomie «El Battani», a-t-on appris de sa présidente.

Cette initiative a vu le jour, depuis deux semaines, dans deux lycées situés à Hai Fellaoucene (ex-El Barki) et Hai El Yasmine d'Oran et sera suivie par d'autres actions similaires dans les lycées de la wilaya, a fait savoir Aicha Mâameri.

La création de clubs d'astronomie est programmée dans six lycées ayant donné leur approbation, a indiqué M<sup>me</sup> Mâameri soulignant que l'invitation est ouverte à tous les établissements scolaires des trois paliers désireux de créer des clubs scientifiques.

Le but attendu de ce genre de clubs est d'instaurer la culture de l'astronomie en milieu scolaire

permettant aux scolarisés de découvrir et de s'intéresser de plus près au monde des galaxies et des planètes, a souligné M<sup>me</sup> Mâameri, professeur de physique, ajoutant que des cours sur l'utilisation du télescope seront donnés aux élèves permettant d'attiser leur curiosité dans ce champ scientifique,

mais aussi de mettre en valeur leurs talents dans ce domaine.

L'association d'astronomie «El Battani» supervise cette année la formation de 12 enfants, âgés entre 7 et 12 ans, intéressés par les cours dans cette branche scientifique dispensés par l'enseignant Sid Ali Lokmani qui leur inculque les techniques de l'ob-

servation en astronomie. Par ailleurs, et dans le cadre de la célébration du centenaire de la création de l'Union internationale d'astronomie en 1919, l'association contribue, à partir de cette année, à l'organisation d'activités à Oran. Pour rappel, «El Battani» est la première association d'astronomie créée en Algérie en

1985 à Oran. Elle a obtenu plusieurs prix internationaux, deux fois en France en 1987 et 1989, à Rabat (Maroc) en 1988 et le premier prix du salon international d'astronomie et techniques spatiales de Constantine en 2003 et a contribué à la création d'un club d'astronomie à Tamanrasset en 2002. H. Y.

## Laghouat

## Distribution de 250 000 doses de vaccin contre la peste ovine

Quelque 250 000 doses de vaccin contre la peste des petits ruminants ont été distribuées à travers les différentes communes de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA).

L'opération de vaccination du bétail, pour ce qui concerne ce premier lot de vaccins qui sera suivi d'autres, est menée par 94 vétérinaires, dont une vingtaine relevant du secteur public, a-t-on précisé.

Des commissions spécialisées installées

au niveau des daïras, ou sont associés les représentants des assemblées populaires communales (APC) ainsi que des éleveurs et des agriculteurs, accompagnent les équipes de vétérinaires.

Précédant l'opération de vaccination, une rencontre de sensibilisation, regroupant les responsables de la wilaya, les éleveurs et l'inspection vétérinaire, avait été organisée pour arrêter une stratégie visant à circonscrire la maladie et à assurer le vaccin dans les zones touchées.

Près de 2 000 cas d'atteinte de la peste des petits ruminants ont été enregistrés durant les dernières semaines à travers diverses régions de la wilaya de Laghouat, a rappelé la source.

La wilaya recense un cheptel avoisinant les deux millions de têtes de bétail, concentré principalement dans les communes d'Ain Sidi-Alli, Hassi-Delaâ, Guellet Sidi-Saâd, Tadjemout et El-Beidha, selon les données de la DSA.

Kamel L.



Tunisie

# Une grève sectorielle dans les écoles publiques prévue le 6 mars

■ La commission administrative de l'enseignement de base en Tunisie a décidé l'observation d'une grève sectorielle le 6 mars prochain dans toutes les écoles publiques, a rapporté l'agence de presse TAP.



Par Farid M.

Cette grève intervient «en signe de protestation contre le non-respect des accords conclus entre le syndicat et l'autorité de tutelle», a indiqué le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire, Nabil Houaichi, cité par l'agence. Le syndicat «réclame également d'améliorer le pouvoir d'achat des instituteurs, de réviser le texte législatif organisant la profession, notamment, les questions relatives à la protection des enseignants et de fixer la liste

des maladies professionnelles», a dit Nabil Houaichi lors d'une réunion. Il s'agit également de «revoir» le système d'évaluation et les programmes pédagogiques et d'élargir les perspectives des enseignants. Selon le syndicaliste, cette grève «sera précédée par des mouvements de protestation et d'une journée de colère», soulignant que son syndicat «demeure attaché à poursuivre les négociations avec le ministère». M. Houaichi, dans la foulée expliquée que le 6 mars «est une date symbolique» pour les enseignants «car elle coïncide avec la commémoration

de la grève sectorielle de 2003 qui avait réussi malgré l'opposition de la Centrale syndicale».

## Le Tunisien a perdu 88% de son pouvoir d'achat selon la BM

C'est un constat accablant émis par la Banque Mondiale (BM) sur la Tunisie. Durant la période 2010-2018, le pouvoir d'achat des citoyens tunisiens a chuté de 88%. D'après l'institution mondiale, le glissement du dinar sur le marché des changes constitue la principale raison de la dégringolade du pouvoir

d'achat. Selon le professeur de sciences économiques, Ridha Chkoundali, une hausse des salaires est nécessaire pour sauver la mise. «Il faut passer de 760 TND à 1500 TND», a-t-il déclaré à la presse lors d'une rencontre à Tunis organisée par le centre de l'Étude de l'Islam et de la Démocratie. Difficile de ne pas être sceptique vis-à-vis de cette suggestion, sachant qu'une hausse des salaires sans hausse de la production risque de gonfler l'inflation et de faire baisser le pouvoir d'achat. D'un autre côté, au sujet de la dépréciation du dinar, le professeur en économie

a estimé que le déficit commercial en est la principale cause. Trois chiffres ont été avancés pour appuyer ses propos : déficit commercial : 4,8% du PIB en 2010 contre 12,3% en 2018. Déficit courant : 4,4% du PIB en 2010 contre 10,2% en 2018. Inflation : 3,4% en 2010 contre 7,5% en 2018. Également présent lors de la rencontre, l'expert en économie Maher Belhaj a pointé du doigt l'économie parallèle pour expliquer la dépréciation du dinar, ajouté à cela le déséquilibre entre l'offre et la demande de la monnaie nationale. «La contrebande, l'évasion fiscale, le terrorisme et la corruption constituent les 4 ennemis majeurs de la Tunisie. La masse de liquidité qui circule en Tunisie atteint les 13 milliards de dinars, dont 90% qui échappent au circuits bancaires», a-t-il assuré. Il faut, de ce fait, miser sur la réduction de la liquidité qui circule en dehors du marché organisé, ce qui permettra de faire face au marché parallèle, renforçant ainsi le dinar. «La Tunisie se veut confrontée à quatre fléaux majeurs : la contrebande, la fraude fiscale, le terrorisme et la corruption», a dit M. Belhaj. Dans ce sens, l'analyste tunisien a révélé que 90% du volume de la liquidité véhiculée sur le marché financier tunisien se produit en dehors des circuits bancaires.

F. M./Agences

Maroc

## L'épidémie de grippe fait neuf morts

L'épidémie de grippe A a provoqué la mort cette semaine de neuf personnes au Maroc, a annoncé samedi le ministre de la Santé, Anas Doukkali. «La situation épidémiologique reste toutefois normale en comparaison avec les années précédentes», a affirmé le ministre, cité par l'agence de presse officielle MAP. C'est la première crise sanitaire d'ampleur que doit gérer Anas Doukkali, nommé au gouvernement en janvier 2018. Dans une déclaration à l'agence officielle marocaine MAP, le ministre de la Santé avait reconnu jeudi que cinq décès étaient liés cette année à l'épidémie de grippe qui touche le Maroc, soulignant que les victimes étaient essentiellement des personnes vulnérables. Anas Doukkali a lancé un appel à la vigilance pour ces profils – personnes âgées, enfants entre 6 mois et 5 ans, femmes enceintes, personnes souffrant de maladies chroniques – diabète, hypertension artérielle, maladies cardiovasculaires et insuffisances rénale et respiratoire –, les appelant à se faire vacciner au plus tôt, et invitant celles et ceux ayant

contracté le virus à «consulter, le plus tôt possible, au niveau des cabinets, des centres de santé et des hôpitaux les plus proches».

### 80% de grippe H1N1

Le virus est particulièrement virulent cette année. Le ministre de la Santé a indiqué que sur «20% des personnes présentant des syndromes grippaux ou des infections respiratoires, 97% ont la grippe A, parmi lesquels 80% sont atteints de grippe H1N1». La grippe H1N1 est «le sous-type

dominant cette année, à l'instar de tous les pays du monde, a ajouté Doukkali. Les années précédentes ont également enregistré ces taux élevés». Le ministère de la Santé «continue au quotidien de réaliser la veille épidémiologique au niveau des 375 centres de santé pour suivre l'évolution de la grippe», a-t-il rassuré, affirmant que jusqu'au 31 janvier, cette évolution «a été normale par rapport aux années précédentes», alors même que le pic épidémiologique a été atteint cette semaine avec un décalage

de deux semaines.

### Rumeurs anxieuses

Le premier décès a été signalé mercredi par les médias. Depuis, des rumeurs anxieuses se sont propagées sur les réseaux sociaux. Jeudi, le bilan officiel était de cinq morts, principalement des «personnes vulnérables», selon le ministère de la Santé. «Les efforts de vigilance se poursuivent pour détecter d'éventuels cas dans les différents hôpitaux du royaume», a

assuré le même jour le porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi. La grippe porcine – ou grippe A – est le nom commun utilisé pour le virus H1N1, maladie respiratoire qui se contracte au contact des porcs et se transmet ensuite d'homme à homme par inhalation. En 2009, après des cas déclarés aux États-Unis et au Mexique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait lancé une alerte de pandémie, levée en 2010.

S. A./Le Figaro.fr

Mauritanie

## Ould Daddah appelle à un «dialogue national urgent»

L'opposant historique et chef du parti RFD, Ahmed Ould Daddah, a lancé un appel à un «dialogue national urgent et inclusif» qui constituera le fondement de l'étape vers laquelle se dirige la Mauritanie. Selon Ould Daddah, ce dialogue va permettre la préparation d'élections présidentielles consensuelles, libres et transparentes avec la participation de l'ensemble des acteurs dans tout le processus. «Sans cela, le scrutin risque de se transformer en une compétition qui va accentuer les divisions, menacer l'exis-

tence de l'Etat et compromettre son avenir». Dans une déclaration exclusive à «Alakhabar», le chef du parti RFD justifie cet appel par le fait que la Mauritanie mène à une élection présidentielle «sans précédent, compte tenu des crises qui frappent le pays et des défis confrontés». «Après une dizaine d'années de gestion chaotique, de corruption programmée et d'injustice sociale, l'unité nationale est menacée et le pays s'écroule sous le poids de la dette extérieure et souffre d'un système fiscal sévère et injuste», a-t-il indiqué.

L'opposant estime également que la Mauritanie est «en faillite politique et morale sans précédent». Et «le pays est guetté par le spectre de l'effondrement tant au niveau intérieur que régional». D'autre part, la Mauritanie s'apprête à exploiter ses ressources gazières, et pour Ahmed Ould Daddah cela nécessite une situation de stabilité permettant leur répercussion positive sur la situation économique et sociale des citoyens.

R. M.



## Traité INF

# Moscou suspend à son tour sa participation et promet de nouveaux missiles

■ La Russie a promis samedi de développer de nouveaux types de missiles et de suspendre à son tour sa participation à un important traité bilatéral de désarmement nucléaire, au lendemain de l'annonce par les Etats-Unis de leur retrait de cet accord crucial.

Par Rima C.

Les deux puissances s'accusent mutuellement de violer le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF) signé à la fin de la Guerre froide, en 1987. Ce texte abolit l'usage – par eux seuls – des missiles terrestres d'une portée de 500 à 5 500 km. Comme l'avait annoncé vendredi le président américain Donald Trump, «les Etats-Unis ont suspendu leurs obligations dans le cadre du traité INF, à compter d'aujourd'hui», a déclaré samedi le secrétaire d'Etat Mike Pompeo dans un communiqué. Il a parallèlement «formellement notifié» à Moscou «que les Etats-Unis se retireront» de celui-ci «dans six mois» si «la Russie ne se remet pas entièrement en conformité, de manière vérifiable, avec le traité», en détruisant les missiles et lanceurs contestés. Le ministère

russe des Affaires étrangères a confirmé avoir été «officiellement informé» par Washington. «Nos partenaires américains ont annoncé qu'ils suspendaient leur participation à l'accord et nous la suspendons également», a rétorqué samedi Vladimir Poutine, ajoutant que Moscou ne prendrait plus l'initiative de négociations sur le désarmement avec les Américains avant qu'ils aient «suffisamment mûri pour avoir un dialogue d'égal à égal». Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, avait déjà évoqué vendredi l'avenir du traité START de réduction des arsenaux nucléaires, qui arrive à échéance dans deux ans : «Il peut simplement expirer le 5 février 2021 sans être prolongé». Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a de son côté annoncé sur Twitter que des fonds seraient alloués au «financement de la recherche et du développe-

ment de nouveaux types d'armements». Le «retrait unilatéral» des Etats-Unis «aggrave la situation en termes de sécurité internationale et de stabilité stratégique», a-t-il estimé, ajoutant que cela ne resterait pas «sans réponse». Disant avoir «fait le maximum possible pour sauver le traité», la diplomatie russe a affirmé que Moscou «ne déploiera pas d'armements en Europe et dans d'autres régions où il n'y a pour le moment pas de déploiement de missiles américains». Mike Pompeo a réaffirmé comme la veille que les Etats-Unis étaient «prêts» à «des négociations avec la Russie au sujet du désarmement», à condition que les résultats puissent être «mis en œuvre et vérifiés». Vladimir Poutine avait déjà menacé de donner son feu vert au développement de nouveaux missiles de portée intermédiaire si les Américains renonçaient au traité INF. Il avait également évoqué l'adaptation d'engins similaires jusqu'aux arsenaux déployés en mer ou dans les airs – non interdits par le traité – pour pouvoir être tirés à partir du sol. Côté américain, cette décision ouvre également la voie à la modernisation de l'arsenal, comme la mise au point d'un missile nucléaire de faible puissance ou d'un missile de croisière



qui violerait le traité INF, deux armements mentionnés dans la nouvelle posture nucléaire américaine rendue publique en 2018. Le ministère russe de la Défense a accusé samedi les Etats-Unis d'avoir pris la décision d'abandonner cet accord dès 2017 en lançant «les préparatifs» pour produire de nouveaux missiles. Fin 2018, le président russe avait suggéré d'associer de nouveaux Etats au traité INF, tels que la Chine, qui dispose de missiles proscrits pour ses signataires. Washington avait donné en décembre à la Russie 60 jours, jusqu'au 2 février, pour démanteler ses nouveaux missiles violant l'accord aux yeux des Américains et de l'Otan. La

Russie avait pour sa part rejeté ces accusations «sans fondement», reprochant en retour à Washington de ne pas se conformer au traité. Des discussions ces deux derniers mois n'ont abouti à aucun progrès et peu d'observateurs envisagent une percée d'ici au retrait définitif de Washington, début août. Moscou accuse les Etats-Unis de chercher son «épuiement économique» par «une nouvelle course aux armements». «S'il y a une course aux armements, c'est la Russie qui l'a lancée», a répondu un haut responsable américain. L'Otan a pour sa part déclaré «pleinement» appuyer la «démarche» américaine. R. C.



## Points chauds

### Retour

Par Fouzia Mahmoudi

François Hollande n'hésitait pas, après sa victoire à l'élection présidentielle française de 2012, à se moquer de temps à autre de Nicolas Sarkozy, qui avait été chassé de l'Élysée après seulement un mandat. L'on se souvient que tout de suite après sa victoire Hollande jouissait d'une forte popularité et estimait qu'il renouerait sûrement avec la tradition des présidents de faire deux mandats avant de quitter le monde politique. Mais la chute vertigineuse de sa popularité dans la première moitié de son quinquennat et l'apparition d'Emmanuel Macron lui ont définitivement ôté tout espoir d'aligner deux mandats. Une défaite fêtée que Hollande n'arrive toujours pas à digérer comme l'a montré sa «solidarité» au début du mouvement avec les «gilets jaunes». Mais après les violences qui ont émaillé les manifestations hebdomadaires des contestataires, l'ancien président avait prudemment pris ses distances. Toutefois, alors que les «gilets jaunes» étaient de retour dans la rue ce samedi pour l'acte XII de la mobilisation, l'ex-chef d'État a pris la parole dans une interview au quotidien belge «Le Soir», dans laquelle il a notamment reconnu avoir «forcément» une certaine part de responsabilité dans le mouvement et la colère qu'il représente. «Comme acteur politique qui a exercé le pouvoir, j'ai ma part de responsabilité», a ajouté l'ancien président socialiste (2012-2017) dans cette interview parue samedi. Il critique cependant la gestion de la crise par son successeur Emmanuel Macron, estimant que «si cette protestation largement soutenue par l'opinion publique avait obtenu une réponse plus tôt, les débordements auraient pu être évités, tout comme la répétition des manifestations». «Rien ne justifie la violence (...). Ce mouvement a traduit une volonté de prise de parole et des revendications, dont beaucoup traduisent un besoin de reconnaissance et de dignité pour lesquelles il faut maintenant trouver un débouché», souhaite François Hollande. Le grand débat, lancé à la mi-janvier par l'exécutif pour tenter de répondre à la crise, «peut être l'occasion d'attacher cette soif de participation, à condition que sa conclusion soit à la hauteur des attentes», prévient-il. Interrogé sur son avenir politique, il répond : «Je ne suis pas dans la perspective de revenir à la direction d'un parti ou de briguer une élection. Mon seul souci, c'est d'être utile». Pourtant, certains de ses proches ont laissé entendre ces derniers mois que l'ex-président songeait sérieusement à se relancer dans le bain politique. Reste à savoir si les Français, eux, qui réclament depuis plusieurs années un sérieux renouveau de la politique française, d'où leur choix d'Emmanuel Macron qui s'était présenté comme un politique non-professionnel, pourraient faire confiance à nouveau à Hollande, surtout lorsque l'on se rappelle de ses cotes d'impopularité records, certes battues depuis par l'actuel président français.

F. M.

## Iran

### Téhéran annonce avoir testé avec succès un missile de croisière

L'Iran a testé samedi avec succès un missile de croisière d'une portée supérieure à 1 350 km, une annonce coïncidant avec le 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution islamique. Ce nouveau test intervient alors que les Etats-Unis plaident pour une interdiction des tirs de missiles et de fusées spatiales par l'Iran, qui menacent selon Washington la sécurité du Moyen-Orient. «Le missile de croisière Hoveizeh a été testé avec succès après avoir parcouru une distance de 1 200 kilomètres et a atteint sa cible», a déclaré le ministre iranien de la Défense Amir Hatami lors d'une cérémonie officielle. «Il peut être prêt dans le plus court laps de temps possible et vole à très basse altitude», a-t-il ajouté au cours de la présentation d'une exposition dédiée aux armes intitulée «40 ans de prouesses défensives», à Téhéran. Le ministre a qualifié le missile Hoveizeh de «réussite défensive» et de «bras de la République islamique d'Iran». Ce missile sol-sol fait partie, selon lui, de la série de missiles de croisière Soumar dont les premiers modèles, d'une portée de 700 kilomètres, avaient été dévoilés en 2015. Selon un rapport publié en 2017 par l'Institut international des études straté-

giques (IISS) de Londres, l'Iran développe une douzaine de types de missiles d'une portée de 200 à 2 000 km et pouvant emporter des charges de 450 à 1 200 kg. Ces programmes inquiètent les Occidentaux, qui accusent l'Iran de vouloir augmenter la portée de ses missiles et de déstabiliser le Moyen-Orient, et Israël, ennemi juré de Téhéran. Certains officiers généraux iraniens affirment régulièrement souhaiter la destruction de l'Etat hébreu. L'Iran nie ces accusations et répète que ses programmes de missiles sont une question de sécurité nationale, qu'ils n'ont qu'un but défensif et que cette question n'est pas négociable. Aux termes de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran ne doit mener «aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des charges nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques». Occidentaux et Iraniens interprètent différemment ce paragraphe. Mardi, l'amiral Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale en Iran, a affirmé que son pays n'avait «aucune volonté» d'augmenter la portée de ses missiles, à l'heure où Téhéran fait l'objet de

nouvelles pressions occidentales à cause de ses programmes de développement balistique. «Sur le plan scientifique ou opérationnel, rien n'empêche l'Iran d'augmenter la portée de ses missiles. Néanmoins, tout en s'efforçant constamment d'améliorer leur précision, sur la seule base de sa doctrine de défense, (l'Iran) n'a aucune volonté d'augmenter la portée de (ses) missiles». Mi-janvier, après l'échec d'une tentative iranienne de placement d'un satellite sur orbite, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a accusé Téhéran de «provocation», et de chercher «à améliorer ses capacités balistiques qui menacent l'Europe et le Proche-Orient». En décembre, les Etats-Unis avaient exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures punitives contre l'Iran pour limiter son programme de missiles balistiques, mais la Russie ou la France avaient plutôt insisté en faveur de l'instauration d'un «dialogue» avec Téhéran. Mardi, l'amiral Ali Shamkhani a fait de l'Iran son ennemi numéro un et a adopté des sanctions économiques draconiennes après s'être retiré en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien jugé trop laxiste par Donald Trump.





Journées nationales de la chanson à Blida

# Un vibrant hommage rendu à Abderrahmane Aziz

PH. &gt; D. R.



Par Abia Selles

Une forte affluence du public est enregistrée à la salle des conférences de la wilaya de Blida ainsi que dans le centre culturel de Béni Merad, à l'occasion des journées nationales de la chanson engagée à Blida. Cette manifestation culturelle et artistique est marquée, cette année, par une forte participation des artistes ainsi que par l'affluence du public qui vient

chaque soir en grand nombre. Cette édition des journées nationales de la chanson engagée est marquée également par un vibrant hommage rendu au grand ténor de la chanson moderne algérienne, à savoir le regretté Abderrahmane Aziz. A cette occasion, un film documentaire retraçant sa vie et son œuvre a été projeté lors de la soirée inaugurale de ces journées. Des photographies et des objets ayant appartenu à l'artiste sont exposés au hall de la maison de

■ La salle des conférences de la wilaya de Blida ainsi que le centre culturel de Béni Merad vibrent depuis samedi sous les différents rythmes de la musique algérienne. C'est dans le cadre des journées nationales de la chanson engagée que des soirées musicales sont animées par un grand nombre d'artistes. Cette manifestation artistique qui attire un grand public est marquée par un vibrant hommage rendu à un chantre de la chanson algérienne, à savoir Abderrahmane Aziz.

la culture de la ville. Les organisateurs prévoient aussi un recueillement sur la tombe d'Abderrahmane Aziz demain (mardi) après-midi au cimetière des Chouhada, à la cité du 13-Mai à Blida, en présence de la famille du défunt et de ses amis qui l'ont accompagné tout au long de son parcours artistique.

Les organisateurs de cet événement qui se poursuit jusqu'à mardi soir, proposent les voix de Mustapha Mahfoud, Amel Atbi, Baroudi Benkhedda, Djilil Raïs, Hamza Skandar, Merouane Tribet, Hania Bakhti et Ibrahim Hardbèche. De son vrai nom Aït Abderrahmane, dit Aziz, pseudonyme que lui donna le célèbre et regretté poète national Moufidi Zakaria, Abderrahmane Aziz naquit le 5 juillet 1920 à La Casbah d'Alger. Originaire d'une petite localité d'Azefouf, appelée Mira, il s'installa définitivement à Blida avec sa petite famille en 1954, après sollicitations du regretté Frantz Fanon. Vedette,

star adorée par toutes les populations, Abderrahmane Aziz a connu la gloire vers les années 1940, et prendra vite conscience que la musique était un élément fondamental pour la mise en valeur de l'identité culturelle. En 1947, il enregistre un disque qui a fait un véritable succès populaire, il s'agit de «Ya Kaaba Ya Bit Rabbi» et «Zed Ennabi», et en 1952, il réalise «Ya Ommi», «Ya Amina Bouchraki», «Bouchra Saïda», «El Bahdja» et «Rouhi Ya Rouh».

Menant parfaitement sa carrière de chanteur moderne, Abderrahmane Aziz s'est découvert une vocation de comédien au sein de la troupe de Mahieddine Bachtarzi à l'Opéra d'Alger. Comédien racé, il campe des rôles à la mesure de sa personnalité, en plus de l'animation de la partie concert en compagnie de Ali Riahi, Abdelkrim Dali, Haj Menouar, Cheikh Hamada, Fadila Dziriya et autres.

Après l'indépendance, il se

consacra à la chanson enfantine pour reprendre son vieux rêve d'antan. Il l'a fait à l'école Benmrah et au centre culturel de Blida. Il affectionnait l'écriture musicale et poétique courte qui s'imprégnait vite dans l'esprit des auditeurs. Abderrahmane Aziz nous a quittés le 5 février 1992 suite à une crise cardiaque.

A. S.

## AGEND'ART

Galerie d'arts Le Paon  
(Centre des arts de Riadh El Feth)

Jusqu'au 15 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane.

Institut Culturel italien d'Alger  
(El-Biar, Alger)

Jusqu'au 19 février :

Exposition «Rien de personnel», de l'artiste italien Claudio Burei. L'exposition est ouverte tous les jours sauf le samedi de 10h à 17h, le vendredi de 10h à 13h.

Théâtre national algérien  
Mahieddine-Bachtarzi (Alger)  
Jeudi 14 et vendredi 15 février :

Pièce «Nathan le sage» d'après l'œuvre de Gotthold Ephraim Lessing. Mise en scène : Alice et Bertrand Kazmareck. Texte : Bertrand Kazmareck. La pièce sera présentée par la troupe Amitié Interreligieuse de la ville d'Istres (France).

Palais de la culture Moufidi Zakaria

8 février à partir de 19h :

Concert de musique andalouse animé par l'artiste Karim Semmar. L'artiste sera accompagné par l'orchestre de l'association des Beaux-Arts d'Alger sous la direction du chef d'orchestre Abdelhadi Boukoura.

Salle Ibn Khaldoun

7 février :

L'ensemble Safar donnera un concert de musique andalouse à Alger. Le public pourra découvrir ou redécouvrir l'ensemble Safar, collectif de jeunes musiciens passionnés. C'est à travers un personnage appelé «Nedjma» que sera contée sous forme musicale la représentation du groupe. Dirigé d'une main de maître par le maestro Khalil Baba Ahmed, l'ensemble Safar ouvrira la soirée à partir de 20h30.

Anniversaire de l'association «Cheikh Mohamed-Bouali»

## Des soirées musicales pour célébrer l'évènement

L'association culturelle et artistique «Cheikh Mohamed-Bouali» de Tlemcen a programmé des soirées de musique andalouse pour célébrer le quatrième anniversaire de sa création, a-t-on appris de son président, Bentchouk Mohamed Amine.

Ces soirées musicales, prévues les 14 et 15 février courant à la maison de la culture Abdelkader-Alloula, verront la participation des associations «Bachtarzi» d'El Koléa et «Sadek Bejaoui» de Béjaïa. L'objectif étant de réhabiliter ce genre musical millénaire.

Des jeunes élèves de l'école «Cheikh Mohamed-Bouali» mettront également leur talent et leur maîtrise des instruments de musique utilisés dans le genre andalou. Un ensemble de chants du terroir sera présenté au public par les associations en plus de représentations théâtrales.

Cheikh Mohamed Bouali est l'un des pionniers de la musique andalouse à Tlemcen. Né le 10 février 1919 à Tlemcen, il a été éduqué dans une famille intellectuelle, héritant de son père, Ghouti Bouali, la pratique de la

musique et le penchant pour la musique andalouse et les instruments de musique. Il a été le fondateur de l'association et de l'orchestre de musique «La flamme» qui a formé plusieurs mélomanes. Il décéda en 1996 à Tlemcen.

Pour rappel, l'association «Cheikh Mohamed-Bouali» a été créée en 2015. Elle compte plus d'une centaine d'adhérents, la plupart des musiciens du genre andalou.

F. H.

## Oscars 2019

## Lady Gaga aurait menacé de boycotter la cérémonie

Selon Deadline, Lady Gaga aurait menacé de ne pas chanter «Shallow», titre phare de «A Star is Born», lors de la 91<sup>e</sup> cérémonie des Oscars en soutien à 3 de ses co-nommés pour la Meilleure chanson que l'Académie voulait écarter des prestations live.

Nommée à deux reprises aux Oscars 2019, dans la catégorie Meilleure actrice pour son rôle dans «A Star is Born» de Bradley Cooper et dans la catégorie Meilleure chanson originale pour «Shallow», le titre phare du film, Lady Gaga a bien failli boycotter un moment très important et attendu par tous ses fans de la cérémonie qui se tiendra le 24

février à Los Angeles.

Selon Deadline, la chanteuse et comédienne aurait en effet menacé l'Académie de ne pas monter sur scène pour interpréter «Shallow» en live avec Bradley Cooper, dans un geste de soutien envers ses co-nommés dans la catégorie Meilleure chanson originale.

Le site américain, toujours très bien informé, révèle que, d'après plusieurs sources, l'Académie et les organisateurs de la 91<sup>e</sup> cérémonie des Oscars envisageaient de limiter les prestations live des titres présents dans cette catégorie à seulement deux chansons : «Shallow» et «All the Stars», interprétée par

Kendrick Lamar dans la bande-originale de «Black Panther». Lady Gaga, ou du moins son agent, aurait alors fait savoir que cette décision était totalement «injuste», car cela revenait presque à prédire qui allait gagner.

Lady Gaga se serait donc battue pour que l'Il Fight (RBG), The Place Where Lost Things Go (Le Retour de Mary Poppins), et When A Cowboy Trades his Spurs for Wings (La Ballade de Buster Scruggs) soient également interprétées en live.

Et il faut croire que cela a marché puisque même si Deadline précise que selon des sources proches de l'organisation l'idée

d'écarter trois des cinq chansons n'était qu'une simple proposition, l'Académie a fini par annoncer sur Twitter que les cinq titres nommés dans la catégorie Meilleure chanson originale auraient bien droit à leur moment pour briller sur scène durant la cérémonie.

Reste à savoir qui remportera la statuette tant convoitée, mais aussi à découvrir qui chantera «The Place Where Lost Things Go», issue de la BO du «Retour de Mary Poppins», puisqu'un invité surprise est annoncé à la place d'Emily Blunt, qui appréhenderait de chanter en live sous tant de pression.

R. I.



Ligue des champions (3<sup>e</sup> journée/ Gr: D)  
**La JSS arrache le nul  
devant l'AS Vita Club à Kinshasa**

**LE CLUB ALGÉRIEN**, la JS Saoura, a arraché un précieux nul face à son homologue de la RD Congo, l'AS Vita Club sur le score de (2-2), mi-temps (1-2) en match comptant pour la 3<sup>e</sup> journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, (groupe D) disputé samedi au stade des «Martyrs» de Kinshasa. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Kasendu Kazadi (14'), Jean-Marc Makusu (37') pour l'AS Vita. Amine Hamia (45' s.pen) et Yahia Chérif (89') pour la JS Saoura. Après cette rencontre,

l'AS Vita rejoint provisoirement Ahly du Caire en tête du «groupe D» avec 4 points pour 3 matches joués, contre 2 matches au club cairote, suivis de Simba de Tanzanie (3 pts - 2 m) alors que la JS Saoura qui a joué 3 matches reste 4<sup>e</sup> avec 2 points. L'autre rencontre du groupe D mettra aux prises en soirée à Alexandrie, les Egyptiens d'Al Ahly et les Tanzaniens de Simba FC. Lors de la 4<sup>e</sup> journée prévue les 12 et 13 février, la JSS reçoit l'AS Vita Club à Béchar. Les deux premiers se qualifient pour les quarts de finale.

Lutte anti-dopage  
**Le laboratoire national  
sera bientôt équipé**



**LE MINISTÈRE** de la Jeunesse et de Sports lancera prochainement l'équipement du laboratoire national de lutte anti-dopage, situé à Alger, a-t-on appris samedi à Tiaret du directeur général des sports au ministère. Mohamed Lamine Bakhti a indiqué à la presse, en marge de la visite de travail du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, dans la wilaya, que les travaux de réalisation du laboratoire national de lutte contre le dopage ont été

achevés et sera bientôt équipé pour livrer le projet après quatre mois à venir. Ce laboratoire entrera en service après son homologation dans deux ans par l'instance internationale compétente en l'espèce, qui s'assurera s'il répond aux normes internationales, a-t-il fait savoir, soulignant que ce laboratoire implanté au complexe olympique du «5-Juillet» d'Alger relevant de l'Agence nationale de lutte contre le dopage devra réduire les coûts de transfert des échantillons vers le laboratoire compétent de Lausanne (Suisse). M. Bakhti a assuré que le ministère soutient financièrement la commission nationale anti-dopage pour lui permettre d'assumer ses missions et le rôle de sensibilisation du ministère dans ce domaine.

Ligue I Mobilis (20<sup>e</sup> journée)  
**La JSK en appel  
à Bologhine**

■ *Le dauphin de l'USMA en Ligue I Mobilis, la JS Kabylie, sera en appel cet après-midi au stade de Bologhine pour donner la réplique à la formation du Paradou AC pour le compte d'un des matchs avancés de la 20<sup>e</sup> journée de championnat.*

Par Mahfoud M.

**L**es Canaris qui avaient trébuché et s'étaient fait accrocher à domicile par l'AS Ain M'ilia, souhaitent se reprendre et repartir avec les trois points du succès lors de ce court déplacement. Les poulains de Dumas savent, néanmoins, ce qui les attend et sont conscients de la difficulté de la tâche face à une formation du PAC décidée, elle aussi, à continuer sur sa belle série et ajouter donc d'autres points. Les Jaune et Bleu qui ont rarement perdu à Bologhine souhaitent l'emporter pour se rapprocher du peloton de tête, sachant que leur principal objectif est de prendre une place honorable et assurer leur maintien le plus tôt possible.

Le champion sortant, le CS Constantine, sera en danger lors de cette journée en se rendant à Sidi Bel Abbès où l'Union locale l'attendra de pied ferme, elle qui espère se refaire une santé suite à la mauvaise passe qu'elle traverse. Les gars de la Mekerra n'ont d'autre choix que de l'emporter s'ils souhaitent se reprendre et sortir de cette situation difficile qu'ils traversent. Toutefois, les Constantinois ne l'entendent pas de cette oreille, eux qui ne veulent pas casser leur dynamique et feront tout leur possible pour préserver leur invincibilité même à l'extérieur de



Les Canaris décidés à l'emporter

leurs bases. Les Vert et Noir, faut-il le rappeler, sont revenus avec de nombreux points de leurs déplacements lors de leurs dernières sorties.

L'AS Ain M'ilia, qui avait été lourdement battue par l'Entente de Sétif lors du dernier match en retard qu'elle a disputé, reçoit à home la formation du MC Oran, avec son nouvel-ancien entraîneur, le Français Cavali. Les M'illils feront tout leur possible

pour l'emporter et soigner leur capital-points, même si ce sera difficile face à une bonne équipe oranaise qui souhaite réussir cette sortie.

M. M.

**Le programme :**  
**Lundi 4 février :**

ASAM-MCO	(15h)
USMBA-CSC	(16h)
PAC-JSK	(17h45)

Ligue 2 Mobilis (20<sup>e</sup> journée)

**Le NC Magra continue sa belle série**

**L**e leader NC Magra, auteur d'un nul en déplacement contre le MC El Eulma (0-0) samedi soir au stade Messaoud - Zougar d'El Eulma, en clôture de la 20<sup>e</sup> journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, porte son avance à deux unités sur ses poursuivants l'ASO Chlef, battue la veille par l'US Biskra (1-0) et le WAT vainqueur de l'USMH (2-0). Le choc de cette journée entre le MC El Eulma et le NC Magra aurait pu connaître une tout autre tournure si l'équipe locale avait réussi à transformer le penalty dont elle avait bénéficié au retour des vestiaires. Un bon résultat en déplacement, qui permet au NCM de consolider sa première place au classement général avec 36 points, alors que le MCEE a laissé filer une excellente occasion de se relancer dans la course à l'accession, car avec ce nul à domicile il reste scotché à la 5<sup>e</sup> place, avec seulement 32 unités au compteur. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le RC Relizane avait petitement dominé l'ES Mostaganem dans le derby de l'Ouest (1-0). Une réalisation signée du milieu de terrain Foued Allag sur penalty à la cinquième minute de jeu et qui permet au RCR de se hisser au pied du podium, avec 33 points, au moment où l'ESM reste scotché à la 10<sup>e</sup> place, avec 27 unités. Vendredi, en

ouverture de cette 20<sup>e</sup> journée, c'est le WA Tlemcen qui avait réussi la meilleure affaire, en se hissant à la 2<sup>e</sup> place du classement général après sa victoire contre l'USM El Harrach (2-0). Dans le bas du tableau, le RC Kouba (avant-dernier) a complètement raté le coche, en se faisant épingler à domicile par la JSM Béjaïa (1-2) alors que ses principaux concurrents pour le maintien avaient tous perdu. Certes, les Koubéens avaient relativement bien réagi après l'ouverture du score précoce de Baïtche (2), en égalisant dès le retour des vestiaires par Ouahada (46'). Mais la suite a été nettement moins bonne, puisque outre les nombreux ratages, ils ont concédé un deuxième but devant Ghanem, qui avait transformé un penalty à la 80'. De son côté, le club de Yemma Gouraya peut se targuer d'avoir ramené un précieux succès de son déplacement au stade Mohamed- Benhaddad, car il lui permet de porter son capital-points à 30 unités. Ce qui le rapproche considérablement du peloton de tête, alors que le RCK reste scotché à la 15<sup>e</sup> position, avec seulement 16 unités au compteur. Une déception pour les Algérois, surtout qu'avec le revers de leurs principaux concurrents pour le maintien, l'occasion était plus que propice

pour se donner une petite bouffée d'oxygène avant la dernière ligne droite. En effet, outre l'USM El Harrach (premier non relégable), tous les candidats au maintien ont trébuché vendredi, à commencer par le MC Saïda (12') et l'ASM Oran (14'), puisque les premiers cités ont perdu (1-0) chez l'USM Annaba, alors que les Asémistes ont concédé un nul à domicile face à la JSM Skikda (2-2). C'est Sobhi qui avait offert cette courte mais précieuse victoire aux Annabis (70'), alors que l'ASMO a sauvé les meubles par deux fois contre la JSMS. Ce sont en effet les Skikdis qui ont mené au score, grâce à Khennab, sur penalty à la 26', puis par Nasser (48'), mais à chaque fois, les gars de M'Dina J'Dida ont réussi à égaliser. D'abord par Khalfallah (40'), puis par Boutiche, sur penalty à la 68'. Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires

des visiteurs, qui consolident leur onzième position par un 26<sup>e</sup> point, alors que les Asémistes restent premiers relégables, avec seulement 17 unités au compteur. Autre bonne opération réussie vendredi, celle de l'Amel Boussaâda, vainqueur de la lanterne-rouge USM Blida (1-0), grâce à une réalisation de Baâli (44'), et qui permet au club des Hauts-Plateaux de se maintenir confortablement dans le milieu du tableau, avec 28 points.

**Résultats et classement :**

ASMO- JSMS	2-2
RCK -JSMB	1-2
ABS -USMB	1-0
WAT- USMH	2-0
USM An-MCS	1-0
USB- ASO	1-0
RCR- ESM	1-0
MCEE - NCM	0-0

	Pts	J
1). NC Magra	36	20
2). ASO Chlef	34	20
-). WA Tlemcen	34	20
4). RC Relizane	33	20
5). MC El Eulma	32	20
6). US Biskra	31	20
7). JSM Béjaïa	30	20
-). USM Annaba	30	20
9). Amel Boussaâda	28	20
10). ES Mostaganem	27	20
11). JSM Skikda	26	20
12). MC Saïda	22	20
13). USM Harrach	20	20
14). ASM Oran	17	20
15). RC Kouba	16	20
16). USM Blida	10	20



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Emploi à Béjaïa

## Les contractuels réclament leur permanisation

DES TRAVAILLEURS exerçant dans le cadre du pré-emploi (Anem) et du filet social relevant de plusieurs et divers secteurs se sont rassemblés hier matin devant le siège de la wilaya. C'est la énième action de protestation similaire observée par les manifestants. Le sit-in a eu lieu sous une pluie battante. Les mécontents ont remis sur la table leurs anciennes revendications. Ils réclament, une nouvelle fois, leur permanisation et surtout le calcul des années d'expérience et d'exercice cumulées dans leurs postes actuels dans le régime de la retraite. «Nous avons perdu plusieurs années de notre existence et n'avons aucune vision d'avenir vu que nous travaillons toujours avec des contrats à durée déterminée et

un jour nous nous retrouverons sûrement dehors», souligne un manifestant. Notons qu'à El-Kseur, les travailleurs des œuvres universitaires ont observé eux aussi un rassemblement de protestation afin de réclamer le versement de leurs salaires. Privés de leurs salaires depuis plusieurs mois, les 45 travailleurs des œuvres universitaires issus de quatre résidences universitaires d'El-Kseur ont observé un rassemblement devant la direction des œuvres universitaires (DOU) d'El-Kseur réclamant le versement de leurs salaires impayés depuis le mois de décembre dernier. «Nous n'avons pas de quoi nourrir nos familles ; on est livré à la faim en cette période hivernale très difficile...».

Hocine Cherfa

Investissement à Tizi-Ouzou

## 50 assiettes foncières récupérées

CINQUANTE assiettes foncières destinées à des projets d'investissement ont été récupérées par les services de la Direction des mines et de l'industrie (DMI) de Tizi-Ouzou, a indiqué dimanche son premier responsable, Hamitouche Moula.

S'exprimant sur les ondes de la radio locale, M. Hamitouche a expliqué que ces terrains, cédés à des investisseurs n'ayant pas concrétisé leurs projets, seront «distribués à d'autres demandeurs et porteurs de projets». Dans le même sillage, le responsable des mines et de l'industrie, a fait savoir que l'opération de récupération des terrains non exploités sera accompagnée désormais par «l'application d'une taxe de pénalité sur le foncier non exploité ou sur tout projet qui enregistre un retard dans la concrétisation».

A ce propos, il a indiqué que les services de la DMI commenceront dans les prochains jours

à effectuer des visites sur le terrain qui seront sanctionnées par l'établissement de procès verbaux de constatation de la réalité du terrain. Une copie du PV sera envoyée à l'investisseur bénéficiaire du terrain et une autre aux services des domaines de wilaya pour une évaluation de la valeur de l'assiette foncière. Une fois l'évaluation établie par les services des domaines, la DMI «établira un titre de perception qui sera transmis au trésor de wilaya qui se chargera de recouvrer la somme auprès de l'investisseur ou en procédant à un prélèvement sur ses avoirs bancaires».

Cette nouvelle taxe, a indiqué le DMI, «ne concerne pas uniquement les bénéficiaires n'ayant pas encore entamé les travaux de réalisation de leurs projets, mais aussi ceux n'ayant pu le concrétiser durant les trois années», soit à partir de la date d'octroi de la concession.

T. D.

Accidents de la route

## Baisse de 30% du nombre de décès en 3 ans

Le nombre de décès causés par les accidents de la route a enregistré une baisse de 30% en 2018 comparativement à l'année 2015, a indiqué dimanche à Alger le directeur général du Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR), Ahmed Nait El Hocine. Intervenant lors d'une rencontre pour la présentation du bilan de la campagne de sensibilisation sur le risque routier, menée en collaboration avec le groupe Sonatrach, M. Nait El Hocine a affirmé qu'en 2018, il y a eu 1 300 décès de moins par rapport à 2015. Dans ce sens, il a relevé

que le nombre d'accidents de la route était en «baisse constante» avec trois années de décroissance consécutive. En 2018, il a été enregistré près de 25 000 accidents corporels de la route, ayant causé 3 310 décès, a détaillé M. Nait El Hocine. En comparaison avec l'année 2017, il a été relevé des baisses, respectivement, de l'ordre de 9% du nombre d'accidents, de 8% du nombre de morts et de 10% du nombre de blessés, selon le même responsable. Néanmoins, a-t-il avisé, «s'il s'agit là de résultats encourageants, ils demeurent, toutefois, non satisfaisants». Avec 3 310



Une vie consacrée à la recherche de la vérité sur l'assassinat de son époux

## Mort de Josette, veuve de Maurice Audin

■ Josette Audin, veuve de Maurice, qui a consacré 61 ans de sa vie pour la vérité sur l'assassinat de son époux, est décédée samedi à Paris à l'âge de 87 ans, a annoncé dimanche «L'Humanité».

Par Slim O.

Cette dame courage et patience, militante anticolonialiste, aura vécu tout ce temps pour que le président Emmanuel Macron se déplace chez elle, en septembre dernier, afin de lui déclarer la reconnaissance officielle de l'assassinat de Maurice par l'armée française, soulignant qu'il importait que cette histoire «soit connue, qu'elle soit regardée avec courage et lucidité». Il a également reconnu officiellement que la France avait instauré, pendant la guerre de Libération nationale (1954-1962), un «système» recourant à la «torture» contre les Algériens et toutes les personnes qui soutenaient l'indépendance de l'Algérie. Pour elle, la déclaration d'un président fran-



çais était une victoire politique même si elle est venue 61 ans après. La vie de Josette a basculé le 11 juin 1957, lorsqu'elle avait 25 ans, le jour où son époux a été arrêté par l'armée coloniale puis disparu. Pour leur militantisme en faveur de la cause algérienne,

Josette Audin expliquait que le couple était conscient des risques qu'il prenait, soulignant que Maurice et elle-même étaient révoltés par le colonialisme. «On ne supportait pas de voir des gosses algériens cirer les chaussures dans les rues, au lieu d'aller à l'école. Au marché, si le vendeur était arabe, tout le monde le tutoyait. Nous ne l'acceptions pas», disait-elle. L'affaire de l'assassinat de Maurice Audin a rebondi, rappelle-t-on, lorsque le député Cédric Villani, proche du président Macron et de la famille Audin, avait révélé une confidence d'Emmanuel Macron dans laquelle il lui a déclaré que c'était l'armée française qui avait assassiné, en juin 1957, le mathématicien militant pour l'indépendance de l'Algérie. En février 2018, un témoignage d'un appelé de contingent, qui pense avoir entermé le corps de Maurice Audin, a relancé l'exigence de vérité sur ce crime vieux de 61 ans. «Je crois que c'est moi qui ai enterré le corps de Maurice Audin», avait confié au journaliste de «L'Humanité» ce témoin des atrocités qu'avait fait subir l'armée française aux Algériens durant la guerre de Libération et qui a voulu garder l'anonymat en se tenant à la disposition de la famille Audin. Il a raconté que les événements se sont déroulés dans une ferme à Fondouk (actuellement Khemis el-Khechna) où, dans une cabane fermée à clé, se trouvaient «deux cadavres enroulés dans des draps et cachés sous la paille».

Y. H.

S. O./APS